
PROJET ALIMENTAIRE DU TERRITOIRE LYONNAIS

ATELIER EXPLORATOIRE – CONFÉRENCE CLIMAT ET ALIMENTATION - Jeudi 12 décembre
2019

NOTRE ALIMENTATION A L'HEURE DE L'URGENCE CLIMATIQUE : DU CONSTAT AUX ACTIONS,
QUEL RÉCIT TERRITORIAL À ÉCRIRE ?

Acte 1 : Comprendre notre alimentation à l'heure de l'urgence climatique

Acte 2 : Réconcilier climat et santé par l'alimentation : des acteurs en mouvement.

Acte 3 : Qu'aurons-nous fait en 2050 pour assurer la résilience alimentaire de notre territoire ?

SYNTHÈSE DE LA MATINÉE

Il est important de partir des constats partagés collectivement afin d'apporter une vision objective, non édulcorée, de l'ensemble des enjeux. Particulièrement, la matinée a permis le partage de ces constats :

- a. La lutte contre le réchauffement climatique implique une réduction des GES et de notre dépendance à l'énergie fossile,
- b. Nous avons une injonction collective à recouvrir des niveaux satisfaisants de biodiversité et santé publique,
- c. Nous avons une injonction collective à réduction les pesticides et le gaspillage alimentaire
- d. Les territoires peuvent aller au-delà des feuilles de routes gouvernementales

Deux leviers permettent l'évolution positive de notre système alimentaire, de la fourche à la fourchette : l'évolution de notre alimentation et l'évolution du comportement des consommateurs (injonction VS émotion). Cela concerne :

- a. Une alimentation plus végétale et plus biologique
- b. Des choix de consommations et d'approvisionnement vertueux

L'évolution de la demande permettra de faire évoluer l'agriculture, de réduire l'empreinte GES et l'énergie de notre alimentation, d'améliorer la santé globale des consommateurs, des agriculteurs et des logisticiens.

Beaucoup d'optimisme et encore **aucun pari sur des innovations ou d'hypothétiques développements technologiques**. Il faut encourager et déployer ce qui se fait de mieux aujourd'hui,

12/12/19

au regard des enjeux que l'on aura hiérarchisé, dans les pratiques agricoles comme dans les pratiques alimentaires. Il existe des exemples vertueux en logistique, autour de l'injonction "détendre les flux, les ralentir " mais aussi des exemples locaux de collectifs paysans pour l'approvisionnement des restaurants et magasins (exemple des Robins des Champs).

Il y a un travail à réaliser pour décourager, réduire, réglementer « ce qui pose problème » comme la publicité alimentaire et le besoin de sensibiliser à une meilleure consommation. C'est ce que propose de nombreuses associations par la (re-)découverte du jardinage, de la cuisine avec les habitants (exemple avec les activités de la Légumerie).

L'importance du facteur humain et du besoin d'agir ensemble, pièce indispensable pour prendre en compte la rémunération des agriculteurs et l'attractivité de leur métier, permettre l'accessibilité de l'alimentation, renforcer la sensibilisation à l'alimentation et réunir tous les acteurs du système alimentaire et du territoire pour mieux se comprendre.

La résilience alimentaire de notre territoire est un angle d'analyse pertinent car la notion de résilience est un impensé des questions d'alimentation. On considère, a priori, qu'il y a abondance ou disponibilité élevée, y compris dans les stratégies alimentaires territoriales.

La dépendance énergétique majeure de tous les maillons et l'interdépendance élevée des différents acteurs des filières ainsi que la fragilité élevée de notre système alimentaire du fait de l'organisation logistique confirment le **besoin de relocaliser / re-territorialiser notre alimentation**. Cela passe par :

- a. Produire localement, réduire les importations internationales et nationales
- b. Développer des filières longues territoriales ou systèmes alimentaires du milieu : produit, transformé, distribué et consommé localement.
- c. Renforcer la vente directe, les circuits courts et la restauration hors domicile qui porte un enjeu social et de sensibilisation.

COMPTE-RENDU DES INTERVENTIONS ET ÉCHANGES

ACTE 1 : Comprendre notre alimentation à l'heure de l'urgence climatique

Introduction Arthur Grimonpont, Les Greniers d'Abondances : Quelles sont les menaces qui pèsent sur notre système alimentaire et qu'il faut intégrer pour le repenser ?

- **L'évolution du climat** : on peut déjà voir les conséquences sur les baisses de rendement d'évènement climatique comme les sécheresses de 2003 et ou les inondations de 2016. Dans le futur, les projections climatiques sont régionalisées. L'inertie climatique fait que, indépendamment de nos trajectoires de réduction des émissions de GES, on aura des sécheresses d'une ampleur qu'on ne connaît pas encore aujourd'hui. Même si la pluviométrie augmente les niveaux d'évapotranspiration dus aux grandes sécheresses ne se compenseront pas. Cela met en exergue de nombreuses incertitudes qu'il faut intégrer dans un projet alimentaire de territoire.



12/12/19

- **Les ressources énergétiques** : Le système alimentaire est majoritairement dépendant des énergies fossiles (dans les fermes, et notamment pour la logistique alimentaire). L'agence régionale de l'énergie a mis en garde sur la possibilité d'un nouveau choc pétrolier, par une contraction globale de l'offre.
- **L'effondrement de la biodiversité** : 98% des mammifères terrestres sont constitués des humains et des animaux d'élevage, ce qui représente une masse sauvage très restreinte. Par ailleurs, à titre d'exemple, on observe un déclin de l'ordre de 70% des insectes dans les prairies en Allemagne. Ils participent à la fertilité des sols, au traitement de l'eau, à la pollinisation. On ignore ce qui sera préservé des services écosystémiques, nécessaire à la production d'une ressource alimentaire durable, dans les années à venir avec l'effondrement de la biodiversité.

Intervention de Philippe Pointereau, Solagro : Transition agricole et alimentaire, le scénario de transition Afterres 2050 : Comment changer notre assiette?

La nécessité de se forger une vision systémique des problèmes et des solutions

La production agricole représente 67% des émissions de GES de l'alimentation. La production d'énergie est plus répartie, entre la production, les IAA, le transport, la GMS, les achats des ménages, la consommation au domicile : **il est donc nécessaire d'agir à tous les niveaux.**

Le rythme d'artificialisation des sols est encore beaucoup trop important. Le stockage du carbone est un enjeu fort pour atteindre l'objectif de « zéro émission nette » en 2050. On a besoin de la biodiversité pour ça. **Les chantiers sont liés, il faut avoir une vision systémique.** Cela demande également d'y ajouter l'enjeu de la santé. A ce titre, la santé des français n'est pas sur une trajectoire d'amélioration. Pourtant, des dépenses de santé évitées en modifiant notre alimentation pourraient dégager des mannes financières significatives.

Un message a martelé : L'alimentation est un levier à la portée de tous.

Ce message en tête, solagro a élargi son champ de travail en passant de projets uniquement basés sur l'évolution des pratiques agricoles à un travail sur le système alimentaire global. Trois projets portés par Solagro intègrent cette vision globale :

- Scénario **Afterres 2050**
- **Osaé** : plateforme qui recense des exploitations engagées dans la transition agroécologique
- **BioNutriNet** : impact de l'alimentation bio et non bio sur la santé et l'environnement

Sortie du Plan National de Nutrition Santé (PNNS) 4 : les objectifs sont loin d'être atteints

Rappel sur la feuille de route gouvernementale :

- Facteur 4 : diminution de 75% des GES d'ici 2050
- Neutralité carbone : zéro émission nette
- Réduire les pesticides
- 15% de bio en 2022
- Enrayer la perte de la biodiversité d'ici 2020

12/12/19

- Atteindre un bon état écologique des masses d'eau en 2020 repoussé à 2027
- Haut conseil à la santé publique publie en février 2017 des recommandations nutritionnelles : plus de produits végétaux non contaminés par les pesticides, et fixe des limites à la consommation de viande et des produits laitiers. Le PNNS 4 est le premier plan qui marque cet infléchissement.

Nouvelles recommandations du PNNS 4 (sortie en septembre 2019) :

- Consommer 5 portions de fruits et légumes par jour
- Une poignée par jour de fruits à coque
- Légumineuses au moins 2 fois par semaine
- Produits complets et non raffinés

Objectifs du PNNS 4 (2019-2023)

- Diminuer la prévalence de l'obésité (15% chez les adultes, 20% chez les enfants)
- Diminuer la consommation de sel
- Interrompre la croissance des produits ultra transformés : alors qu'ils sont en croissance dans l'alimentation des français
- 100% de la population : 20% des alimentations végétaux consommés en bio
- Promouvoir le nutriscore
- Diminuer le nombre d'additifs
- 50% de produits bio et durables dans la restauration collective dont 20% de bio
- Précarité alimentaire : le plan n'est pas à la hauteur de l'enjeu.
- Label Villes actives et Entreprises actives du PNNS

Problème global des plans nationaux : ils arrivent souvent trop tard.

Or on observe plutôt la montée des affections de longue durée (diabète, maladies cardiovasculaires, tumeurs malignes) et de l'obésité : remboursement de 100% des soins quand vous êtes classé ALD. **L'enjeu financier est majeur.** Le vieillissement de la population n'explique qu'un tiers de l'augmentation de ces maladies chroniques. Elles touchent toutes les classes de population, il s'agit d'un phénomène général qui ne fait que croître.

Par ailleurs, la France est le champion mondial de la consommation de protéines, et de protéines animales (dépassée par l'Islande, mais petit pays) : nécessité de réduire la consommation de protéines animales.

Constat sur un modèle agricole qui doit changer de paradigme

Jusqu'en 1990, les rendements augmentaient plus vite que les populations. Ensuite, les courbes ont commencé à osciller. On ne peut plus aujourd'hui compter sur l'augmentation des rendements agricoles.

Les produits phytosanitaires c'est 3,3 milliards d'euros de charge en 2017 pour les agriculteurs. De plus, la réduction de 50% de produits phytosanitaires pourrait générer 27 000 emplois : 1 technicien pour 14 fermes.

L'agriculture française exporte l'équivalent de 40% de ses surfaces (12,7 millions d'hectares) et importe l'équivalent de 30% de ces surfaces.

12/12/19

Les indicateurs “sentinelles” (poissons de pleine mer, huitres et miel) : rupture dans les années 90. Ces trois produits dépendent beaucoup des milieux naturels, ne sont pas des productions totalement cultivées, la production décroît.

La nécessité de changement de régime alimentaire

Toutes les études convergent aujourd’hui pour acter la nécessité de diminuer la consommation de viande.

Le message clé : consommer moins, plus de végétal, et de produits issus de systèmes biologiques.

Présentation des principaux résultats de la cohorte NutriNetSanté (=150 000 personnes en France) :

- Probabilité de surpoids et d’obésité réduite pour les personnes consommant du bio entre 38 et 62%, toutes choses étant égales par ailleurs.
- Réduction des risques de cancer de 25% avec une fréquence plus élevée de consommation de bio.
- La répartition des aliments entre un consommateur bio et non bio est significativement différente (légumineuses, viande rouge, charcuterie, fruits et légumes...).

Le régime prôné par Solagro n’est pas un régime imaginaire, c’est un régime qui existe déjà parmi une partie de la population.

Les protéines animales représentent 89% des émissions de notre alimentation. Notre seule alimentation conventionnelle représente 1,9t de CO2 par personne, ce qui représente la totalité des émissions acceptables par personne en 2050, tout compris. Aujourd’hui, 1,9t correspond uniquement à la production au champ, sans aucune autre action (le transport, le conditionnement, la transformation, et tous les autres pans de nos vies quotidiennes). Il est donc indispensable de mener une réflexion sur un changement de consommation.

On ne peut pas passer au bio sans passer au végétal. La surface nécessaire pour se nourrir diminue également (- 1000m² par personne).

Le scénario Afterres 2050 : Un scénario désirable, crédible et compréhensible pour notre système alimentaire

Les éléments de la trajectoire du scénario, qui peut se décliner sur les territoire sont :

- Réduire les surconsommations de protéines
- Revenir à l’IMC de 2000
- Réduire les gaspillages
- Consommer local et de saison
- Privilégier les produits sous label
- Augmenter la part de protéines végétales

Les leviers pour y arriver :

- Protéger les terres agricoles

12/12/19

- Développer la bio
- Relocaliser les productions
- Généraliser les pratiques agroécologiques : replantation d'arbres sur les parcelles, plus de légumineuses dans les rotations, couverture hivernale, réduire le travail du sol, lutte biologique, élevage à l'herbe, développer les races mixtes (lait et viande) ...
- Augmenter la part des légumineuses et abandonner les importations de soja OGM
- Valoriser les co-produits en énergie (sortie du nucléaire prônée par Solagro), couplé au scénario NegaWatt
- Convivialité et frugalité : la nourriture occupe culturellement un grand espace chez les français : le rôle des cuisiniers est primordial, pour montrer que le végétal est goûteux. Il est nécessaire de cuisiner, de passer du temps en cuisine, pour que le tout soit cohérent. Le passage au végétal est en train de s'opérer, celui du fait maison à la commande VS la livraison à domicile ou la préparation en avance n'est pas encore pris.

Echanges avec la salle

Patrice Dumas, Psdt CRMCCA Rhône-Alpes :

On ne peut qu'être d'accord sur la réduction des flux, sur le développement des pratiques agroécologiques, sur l'élevage à l'herbe... Mais comment la société aide les agriculteurs à progresser ?

La réduction des phytosanitaires est compliquée car l'utilisation du cuivre est comptabilisée (très utilisé en bio).

Comment susciter la conversion à la bio si le marché n'est pas là ? Si on est trop sur le marché d'un coup, les prix vont chuter, et la bio ne sera pas rémunératrice de la même façon.

Nécessité de moins importer de viande brésilienne qui contribue à la déforestation.

Problématique de l'attractivité des métiers, agri-bashing : attentes sociétales très fortes

Créer des circuits du milieu. L'agriculture sait ce qu'elle a à faire, la société doit aider.

Parallèle avec les transports en commun (TC) : le financement ne repose pas que sur les utilisateurs des TC. Il doit en être de même pour l'agriculture.

Adjointe Villeurbanne et conseillère MdL

Les familles doivent être éduquées à l'alimentation (niveau social et de niveau d'éducation) : besoin d'apprendre aux gens à acheter et à cuisiner, et à se détourner des produits transformés. Cela demande de modifier ce qu'on donne aux enfants.

Gilbert Barnachon, agriculteur Communay,

Filière « Robin des Champs », Permaculture, agriculture de conservation depuis 20 ans. Bilan carbone au début. Problématique de la précarité monétaire qui conduit à la précarité alimentaire peu prise en compte dans le scénario Afterres. Beaucoup n'ont pas les moyens de manger bio. Pousser sur le bio n'est-il pas le même mécanisme que de pousser à l'intensification d'après-guerre ? Il est dangereux de pousser au bio à tout prix. Eriger le bio en modèle pose question, notamment d'un point de vue agronomique. La réduction du travail du sol est absolument essentielle, mais ne passe pas seulement par le bio. Des systèmes de culture permettent de produire plus avec moins, et pas seulement le bio.

Scénario Afterres : pas 100% bio mais 50% bio 50% de pratiques agroécologiques.

12/12/19

Le monde agricole est sur la voie de la transition : il y a une nécessité à faire reconnaître des modèles d'agriculture autre que le bio par le consommateur.

ACTE 2 : Réconcilier climat et santé par l'alimentation : des acteurs en mouvement

Témoignage d'acteurs

- **La légumerie : Comment devenir tous « jardiniers-cuisiniers » - Françoise Marichy, coprésidente**

La légumerie met en place et accompagne des jardins partagés dans des établissements scolaires, récolte et cuisine en partage.

Programme avec l'ARS de lutte contre l'obésité, travail avec les centres sociaux, les crèches, les écoles dans une optique de faire jardiner les enfants avec les parents.

Travail aussi avec des publics fragilisés.

Levier du changement de pratique : Donner envie par le « faire ensemble » (exemple du Défi Famille à alimentation positive).

Enjeu prioritaire : TROUVER DES FINANCEMENTS POUR ACCOMPAGNER TOUTES LES ÉCOLES AVEC DES ENSEIGNANTS QUI NE CONNAISSENT PAS LE JARDINAGE ET ACCOMPAGNER LES ASSO DU SECTEUR POUR LA FORMATION DES ENFANTS AU JARDINAGE.

- **Cité de la Gastronomie - Florent Bonnetain, directeur**

Lieu culturel. Gastronomie sous l'angle alimentation / santé. Rassemble l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire.

Atelier MIAM MIAM pour les enfants : lien à l'imaginaire pour apprécier les fruits et légumes.

Enjeu prioritaire : PRODUIRE ET METTRE A DISPO DU GRAND PUBLIC UNE INFORMATION LA PLUS CLAIRE POSSIBLE. SENSIBILISER LES PLUS PETITS SUR L'IMPORTANCE DE LA CUISINE.

- **Bjorg Bonneterre et Compagnie - Emilie Lowenbach, Responsable RSE et déléguée générale de la fondation**

Cela fait 50 ans que nous agissons pour une alimentation durable. Les piliers d'engagement dont un socle commun pour l'ensemble des marques mais aussi des marques qui poussent les engagements plus loin :

- Bjorg : qualité et quantité de chacun des ingrédients
- Alter&Co avec le commerce équitable et la neutralité carbone, insetting = compensation carbone.

12/12/19

- Bonneterre : travail avec les agriculteurs pour amener à modifier les pratiques en faveur de la biodiversité. 15% de notre CA provient de filière de ce type, objectifs à 30% en 2025.

Enjeu prioritaire : LA NEUTRALITÉ CARBONE DOIT SE FAIRE EN AMONT ET EN AVAL DE NOTRE ENTREPRISE AVEC LES PRODUCTEURS, DISTRIBUTEURS ET CONSOMMATEURS.

- **Groupe Casino – Pierre Bourdereau, directeur adjoint**

70% des consommateurs de la MDL se fournissent dans la grande distribution (sous tous les formats). Le groupe a de nombreux magasins de proximité. Il est très important que tous les acteurs soient invités à travailler à la mise en place de ces systèmes alimentaires durables.

Casino recherche la territorialisation de ses magasins et un meilleur ancrage en local.

A Paris le groupe Casino est très présent. Relations de travail très anciennes avec la mairie de Paris. Dernièrement nous avons signé une charte logistique avec la ville dont voici les engagements : création d'une desserte fluviale port en amont puis la péniche remonte la Seine pour atteindre le cœur de Paris et desservir les points de vente avec des véhicules légers à énergie « propre ».

Le groupe a aussi travaillé à une contractualisation avec les producteurs ou groupements pour se retrouver avec l'ensemble des acteurs autour de la table : création d'un label avec un prix garanti aux producteurs (ex : laits territoriaux). Permet aux producteurs d'avoir de la visibilité et du volume.

Enjeu prioritaire : TOUS LES ACTEURS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DOIVENT ÊTRE AMENÉS À TRAVAILLER ENSEMBLE, BESOIN DE MÉTHODE POUR CELA

ACTE 3 : Qu'aurons-nous fait en 2050 pour assurer la résilience alimentaire de notre territoire ?

Table ronde :

Cécile Michaux (CM), Déléguée générale du Pôle d'Intelligence Logistique, réseau des logisticiens de Rhône-Alpes, Philippe Pointereau (PP) et Arthur Grimonpont (AG)

Nécessité de penser l'alimentation comme un système d'acteurs interdépendants

AG : Vaste convergence de menaces sur le système alimentaire. Les modifications à la marge ne suffiront pas. Tous les acteurs de la chaîne sont très interdépendants, ce qui potentiellement génère plus de vulnérabilités. Une ferme est massivement dépendante des intrants qu'elle achète, de semenciers, de la chaîne de transformation et de la logistique qui en découle... Relocaliser la production seule n'est absolument pas suffisante : beaucoup de produits nécessitent une transformation (pain, fromage, viande, vin...), sans doute 90% de notre apport calorique.

On va faire face à des transformations majeures : descente énergétique importante, ruptures. La résilience du système alimentaire revient à mettre en place un système capable de remplir sa fonction, avec un contexte très changeant. On ne fonctionnait pas autrefois à flux tendu en matière d'alimentation. Les conditions de l'abondance ne seront plus réunies demain. La sphère publique se

12/12/19

ré-intéresse à la sécurité alimentaire des populations. Un texte est débattu en ce moment même au Sénat.

PP : S'assurer que les entreprises de transformation font partie de la boucle des PAT. Les producteurs sont souvent pieds et poings liés avec des fournisseurs ou des distributeurs, en changer pour s'approvisionner différemment n'est pas simple.

Mettre tout le monde autour de la table peut permettre de trouver des solutions pour relocaliser l'intégralité de la chaîne.

S'appuyer sur les outils qui fonctionnent

CM : Les commerces de détail alimentaire ainsi que les marchés sont très minoritaires par rapport à la GMS. Dans les grandes métropoles, les supermarchés de proximité sont plus présents, les hypermarchés sont plus utilisés dans le périurbain. Les commerces de détail et les marchés sont fréquentés par les ménages au plus grand pouvoir d'achat. 200 milliards d'euros par an dans la GMS : ça reste très largement hégémonique.

Au niveau de la logistique, attention à la fragmentation des flux, la rupture de charge n'est pas forcément la plus efficace. Le camion bien rempli qui fait une tournée reste une façon optimale.

Travailler avec le secteur de la logistique

CM : Enjeu de rendre visible ce maillon invisible qu'est la logistique. Cette transparence est le garant de la réponse à la « promesse client ». La société de consommation demande à ce que la capacité à consommer soit renouvelée magiquement et que ça ne soit pas visible par le consommateur.

Le modèle logistique est sur la norme d'un flux hypertendu : livraison du jour au lendemain, où que se trouve la marchandise. Il n'y a pas de stock, parce que ça coûte très cher, notamment en ville à cause du terme du foncier. Approvisionnement permanent, immédiat, et stock délocalisé. Ce système a évidemment des conséquences environnementales et sociales (conditions de travail notamment) significatives.

Ce travail d'identification de l'ensemble des parties prenantes est crucial : intégrer dans une démarche de transformation l'ensemble des sous-traitants, en amont et en aval pour réussir.

Apprendre à détendre les flux logistiques

CM : La CARSAT (branche sécu sur la prévention des risques professionnels) fonctionne traditionnellement par secteur économique et métiers. Le projet "perspectives supply" permet d'aborder les choses différemment, par la filière et non pas par secteur et métier. Les filières les plus touchées avec la plus forte fréquence, gravité, sinistralité est celle des produits frais (IAA, logistique, transport frigorifique, mise en rayon). Permet de traiter l'accumulation des risques sur toute la chaîne, la compréhension mutuelle des contraintes pour apaiser la chaîne.

Nécessité de prendre en compte la mesure de la prouesse réalisée quotidiennement pour approvisionner tout le pays à travers toute cette chaîne.

« Si le gasoil était à 4€/ litre, on aurait beaucoup moins de problèmes » : on ferait attention à bien utiliser la ressource en face, reprendre conscience de ce que représentent ces échanges immédiats à flux hyper tendu, et on reprendrait le temps de travailler plus efficacement, et pas le plus vite possible.

12/12/19

Le vide a un impact carbone important : faire partir des camions à vide ou presque est problématique aussi de ce point de vue-là. L'estimation de gains d'impact carbone en remplissant les camions serait de 10%.

Parmi les axes de travail identifiés : la tension des flux, la fréquence des livraisons, la commande tardive, l'anticipation des promotions.

PP : Réduire la dépendance aux importations internationales est un premier palier nécessaire.

L'éducation du consommateur

PP : L'éducation du consommateur, à la fois en termes de choix d'achat et de compréhension des efforts des agriculteurs (et d'acceptation des prix) est indispensable.

Des leviers d'actions pour les collectivités

AG : Projet de recherche-action sur le Grand Angoulême

Face au déclin de la population agricole les collectivités ont de grands leviers, comme tenir un répertoire départ/installation par exemple.

Elles ont également un rôle à tenir pour donner moins de place aux acteurs de la GMS en périphérie des villes et stopper l'artificialisation des sols afin de maintenir des commerces de proximité.

A venir en janvier : la publication d'un guide par les Greniers d'Abondance pour lister les leviers dont disposent les collectivités.

